



SECTION de la VENDÉE

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/085/>

DECLARATION BOYCOTT CDAS du 02/06/2016

Les délégués FO en CDAS :

*Bénédicte CHEVAILLIER (PRS La Roche), Stéphanie JOUVIE (Paierie La Roche),
Sébastien LIEVRE (SIP La Roche) et Florence MASSERET (PCE La Roche)*

Mr Le Président du CDAS,

Ce jour est une journée nationale d'actions à la DGFIP organisée par 3 organisations syndicales : FO , Solidaires et la CGT. Par conséquent, vous comprendrez aisément qu'il nous est impossible de siéger ce jour là dans cette instance !

Nous sommes pleinement engagés dans le combat fondamental contre toutes les régressions sociales et pour le retrait de la « loi travail » et nous participerons aux initiatives interprofessionnelles programmées dans les prochains jours, le 14/06 principalement. Nous considérons que les attaques portées contre la DGFIP relèvent d'une idéologie similaire à celle qui sous tend la loi travail. La DGFIP, à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors de ce combat.

Notre organisation syndicale appelle ainsi les agents de la DGFIP à s'inscrire le 14 juin dans une « journée de grève interprofessionnelle » pour exiger les moyens nécessaires à l'exercice normal des missions de la DGFIP.

Disons STOP à la dégradation des conditions de travail, au manque de reconnaissance des agents, aux suppressions d'emplois et au sacrifice du service public.

La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002 et subit des coupes budgétaires qui nuisent à son bon fonctionnement tout en faisant face à une charge en constante augmentation et à une intensification du travail. **Parallèlement, les restructurations s'enchaînent** et riment avec déstructurations : aucun agent ni aucune mission n'y échappe (fusions et suppressions de services, réorganisations, etc).

Sourd à ces réalités, le ministère prépare en ce moment le budget de la DGFIP pour 2017 : il devrait une fois de plus prévoir des suppressions d'emplois (env. 2200) et une baisse des moyens budgétaires (- 5%).

Au surplus, il devrait instaurer le prélèvement à la source tout en poursuivant une stratégie de service public virtuel fondé sur le « tout numérique » au mépris des besoins réels de la population en termes de contacts « humains » avec les services.

La reconnaissance des agents est au point mort : le nombre de promotions internes s'effondre et les régimes indemnitaires sont gelés... Les agents valent mieux que ça !

Exigeons des moyens et une reconnaissance pour travailler dans de bonnes conditions !

Si combattre la régression sociale passe par le retrait de la « loi travail », à la DGFIP, exigeons :

- En matière d'emplois : le recrutement des listes complémentaires des concours ouverts, l'arrêt des suppressions d'emplois et un plan pluriannuel de recrutements pour renforcer les missions de la DGFIP.
- Un moratoire sur les restructurations et les réorganisations incessantes.
- Pour nos conditions de travail : un plan d'amélioration des conditions de vie au travail, un autre mode de « management » qui ferait du soutien technique une priorité, un véritable plan de prévention des risques psycho-sociaux et le remboursement des frais de missions à la hauteur des sommes engagées afin qu'aucun agent ne paie pour travailler.
- Un plan ambitieux de reconnaissance des qualifications se traduisant par davantage de promotions internes, et une revalorisation des régimes indemnitaires.

Le 14 juin, nous participerons aux grèves organisées sur le territoire pour dire STOP à la régression et défendre les moyens d'assurer un service public de qualité !

La Fédération des finances FO réaffirme son attachement à une action sociale de qualité, de haut niveau et qui réponde aux attentes des agents. FO Finances continuera en toute indépendance à porter ses revendications et à les défendre par tous les moyens.